

dial

diffusion de l'information sur l'Amérique latine

47, QUAI DES GRANDS-AUGUSTINS - 75006 PARIS - FRANCE - TÉL. (1) 46.33.42.47

CCP 1248.74-N PARIS - Du mardi au vendredi de 9 h à 12 h et de 14 h à 18 h 30

Hebdomadaire - n° 1255 - 10 décembre 1987 - 2 F

D 1255 COLOMBIE: LETTRE D'UN MENACÉ DE MORT

Parallèlement à la situation de guerre civile larvée due à la permanence de la guérilla (cf. DIAL D 947, 974, 986, 1064 et 1072), on assiste depuis bientôt deux ans à une vague grandissante d'assassinats politiques de personnes liées à la gauche ou prétendues telles (cf. DIAL D 1112). Le 30 août 1986 Carlos Jiménez Gómez, procureur général de la République, déclarait: *"J'ai dit et proclamé aux quatre vents qu'en Colombie on tue, on torture, on fait disparaître des personnes, et que tout ceci est le fait de gens jouissant de l'autorité: agents de sûreté de l'Etat, soldats et policiers. C'est moi qui le dis, du sein de l'Etat, non pas en conspirant contre lui mais en accomplissement d'un devoir sacré, dans le respect et le dévouement à la patrie."* Le 30 septembre 1987, César Gaviria Trujillo, ministre de l'intérieur, donnait à la Chambre des députés la liste de 140 groupes "d'autodéfense" en tous genres...

Le document ci-dessous - lettre personnelle arrivée à Paris qui, pour des raisons évidentes de sécurité, est amputée des mentions plus précises de l'auteur - illustre le climat de peur viscérale qui s'est emparée de certains milieux colombiens.

Note DIAL

Bogotá, le 8 novembre 1987

(...)

Ma vie de famille et mon travail vont très bien. Malheureusement la situation en Colombie devient chaque jour de plus en plus grave. Nous sommes entrés dans une véritable "guerre sale" avec sa bien connue "spirale de violence". La bataille n'est plus seulement entre soldats et guérilleros. On assiste à une politique de terreur envers les militants politiques de gauche, voire à leur extermination: plus de cinq cents dirigeants du Parti de l'Union patriotique ont été assassinés au cours des deux années écoulées sans qu'aucun de ses membres n'ait jusqu'à ce jour été arrêté!

Au cours des dernières semaines, les menaces ont touché le milieu des artistes, des intellectuels, des professeurs d'université, des enseignants et des étudiants. Des listes circulent pour dénoncer des personnes qualifiées de "subversifs" ou "d'in-nocents utiles". Ce qui est grave c'est que les menaces se sont concrétisées dans de nombreux cas. Dans des universités comme celle d'Antioquia (à Medellín), quinze professeurs ont été assassinés au cours des trois derniers mois. On assiste à une radicalisation dangereuse des positions aux deux extrémités du spectre politique. L'horizon est sombre et on n'entrevoit aucune amélioration à court terme. Face à cette vague d'assassinats l'Etat se montre impuissant et apparaît comme un observateur de plus devant un pays saigné.

Au début de cette semaine il a été envoyé de façon anonyme aux médias une brochure de soixante-quatre pages fort bien imprimée pour dénoncer l'"infiltration

D 1255-1/2

soviétique" en Colombie, avec la conclusion: "Agissons rapidement contre cette sorte de SIDA soviétique qui corrode tous les grands corps de la société colombienne d'aujourd'hui". On y lit encore: "Des auteurs de formation marxiste se sont appliqués ces dernières années à écrire des textes d'étude pour le primaire et le secondaire dans le but de commencer chez les enfants le travail de présentation faussée de l'histoire, en leur donnant une vision propre à les initier à la lutte des classes, à les faire haïr les partis traditionnels et les institutions démocratiques, à les amener à la solution marxiste".

(...)

"Le CINEP - Centre d'investigation et d'éducation populaire - des jésuites (1) est une communauté qui investit des millions dans ses travaux, qui se fait tirer l'oreille par le Vatican, lequel préférerait qu'on fasse moins de politique de gauche au CINEP et qu'on utilise cet argent pour faire disparaître les bidonvilles qui entourent l'immeuble servant de siège au centre d'investigation. Chose curieuse, le CINEP enquête presque toujours sur des sujets allant dans la ligne évoquée ci-dessus: évolutions socio-politiques éclairant la marche et la cause marxistes; ses conclusions vont toujours contre le système démocratique, l'"establishment" et ses institutions. Les publications du CINEP sont toujours dans la même direction et on l'a lié, par exemple sous le régime du président Julio César Turbay Ayala, à des groupes subversifs tels que le PLA - Pedro León Arboleda - dont les membres ont assassiné le ministre de l'intérieur Pardo Buelvas."

En première page de cette brochure on lit: "Publication sous le patronage d'un groupe d'industriels, de professionnels et d'institutions démocratiques réunis sous le nom de IDEAS - Intégration pour le développement et l'action sociale". Sur ce genre de groupe, le ministre de la justice a lui-même déclaré hier qu'il s'agit de gens "d'extrême-droite".

Hier également (7 novembre), dans la page des éditoriaux du deuxième journal en importance en Colombie, le quotidien libéral *El Espectador*, on pouvait lire: "Voilà une chose qui s'intitule "Organisation pour le développement et l'action sociale (IDEAS)". Ce peut être aussi bien un groupe de fanatiques qu'un groupe de mercenaires dont l'organisation est douteuse et dont le but d'action sociale est proprement incroyable. Préconiser la mort violente, c'est-à-dire défendre le droit au crime comme élément du fonctionnement de la société, c'est précisément poser comme thèse l'action antisociale. C'est ce que fait la brochure récemment distribuée aux médias par le groupe en question". "Par ailleurs et conformément à la nouvelle habitude sinistre, cette brochure donne une liste de noms. Les personnes citées sont menacées, ce qui est devenu monotone, et elles sont présentées comme des personnalités à combattre car il s'agit d'"agents soviétiques". Telle est l'accusation grossière, primaire et imbécile qui relève du macarthysme le plus obtus."

Comme il apparaît que nous sommes aux prises avec des fanatiques prêts à tout, j'ai beaucoup pensé ces jours-ci à mon très estimé maître Socrate, lui aussi accusé de corrompre la jeunesse. Je préfère cependant n'avoir pas à l'imiter en buvant la ciguë. Aussi ai-je décidé de quitter le pays.

(...)

(Signé:) X...

[1] Entre autres enquêtes, le CINEP de Bogota suit de façon systématique la montée de la violence en Colombie. C'est ainsi que ce centre de recherche a déjà publié deux volumes sous le titre "Colombie Répression 1970-1981". Il entend continuer pour la période actuelle [NDT].

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, indiquer la source DIAL)

Abonnement annuel: France 320 F - Etranger 380 F - Avion 450 F
Directeur de publication: Charles ANTOINE - Imprimerie DIAL
Commission paritaire de presse: 56249 - ISSN: 0399-6441